



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

**COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION
DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES (CCFICS)**

Vingt-septième session

DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LA NORMALISATION DES EXIGENCES SANITAIRES

(Préparé par le Brésil avec l'assistance de l'Australie, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique et de la Nouvelle-Zélande)

Historique

1. À la 26^e session du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS), en 2023, le Brésil a présenté un document de travail et un document de projet concernant une proposition de nouveau travail sur la normalisation des exigences sanitaires, en notant les différents défis associés à la certification électronique, notamment les exigences multiples, les informations répétitives et le manque de cohérence et de transparence dans la communication. Il a été indiqué que la proposition avait pour principal objectif de promouvoir l'utilisation de la certification électronique pour améliorer la sécurité sanitaire des aliments et simplifier et accélérer les processus d'autorisation, tout en laissant aux pays la souplesse de définir des exigences spécifiques.
2. Le CCFICS a accueilli favorablement la proposition, a noté que le projet était complexe et a soutenu la réalisation d'un projet pilote. Il a été proposé que ce projet pilote se concentre sur un seul produit afin d'évaluer la faisabilité de la proposition par rapport à d'autres modèles.
3. Le CCFICS a demandé au Brésil de préparer, avec le concours de l'Australie, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique et de la Nouvelle-Zélande, un document de travail actualisé et un document de projet pour examen à sa 27^e session. Les autres membres ont également été encouragés à se manifester.

Introduction

4. Le Centre des Nations Unies pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques (CEFACT-ONU) publie et actualise en permanence un document portant spécification des exigences opérationnelles (BRS) et un document portant spécification des exigences en matière de données (RSM), qui normalisent la syntaxe des informations électroniques échangées entre les gouvernements importateurs et exportateurs. On désigne communément ce document de norme e-CERT : certificat SPS électronique¹
5. Les pays qui adoptent la certification électronique transposent généralement les informations du format papier au format électronique et conservent le libellé existant des exigences sanitaires.
6. Le libellé existant des certificats sanitaires a été conçu pour être lisible par un humain et est convenu entre les deux autorités sanitaires concernées. Les problèmes suivants ont été identifiés dans de nombreux certificats sanitaires étudiés dans le cadre du projet pilote du CCFICS :
 - un important travail doit être effectué par les autorités pour convenir sémantiquement d'un certificat et formuler le libellé correspondant
 - les exigences ne sont pas uniques et ne portent pas d'identification unique (la même exigence est répétée plusieurs fois dans le certificat)
 - plusieurs exigences sont présentées dans une même phrase
 - si une ou plusieurs exigences d'un certificat ne s'appliquent pas aux lots exportés, le texte est souvent inutilisé (barré à la main)
 - certains pays doivent gérer des centaines de modèles de certificats différents en raison du libellé des exigences sanitaires.

¹ [e-CERT: Certification SPS électronique | UNECE](#):

7. Les problèmes susmentionnés empêchent la création d'un certificat SPS entièrement électronique, qui peut être vérifié et traité automatiquement dans le cadre des procédures de délivrance, d'échange et de validation par des plateformes électroniques comme un guichet unique ou des systèmes d'analyse des risques.
8. D'un point de vue sémantique, ces problèmes peuvent être minimisés, voire résolus, grâce à une norme mondiale sur les exigences sanitaires. Un identifiant unique et d'éventuels attributs devront être définis pour chaque exigence et les pays disposeront ainsi d'un éventail d'exigences qu'ils pourront utiliser lors de la négociation d'un accord.
9. Cet identifiant unique permettra également aux pays de ne gérer qu'un seul modèle de certificat, qui pourra couvrir plusieurs séries d'exigences en fonction de ce qui a été convenu.
10. Les codes du système harmonisé (codes SH), administrés par l'Organisation mondiale des douanes (OMD), et la CIM-11, administrée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), sont des exemples de mise en œuvre réussie d'une harmonisation et d'une définition sémantique qui tirent parti de leurs opérations connexes.

Discussion

11. Le présent document de travail reconnaît qu'un pays importateur devrait être en mesure de définir non seulement les exigences qui doivent figurer dans le certificat, mais aussi les métadonnées connexes et les langues à utiliser.
12. En outre, l'élaboration non normalisée des exigences (par exemple, des déclarations, attestations et informations) peut engager les pays dans un processus de négociation prolongé et éloigner le certificat convenu des meilleures pratiques présentées dans les Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques (CXG 38-2001).
13. Par ailleurs, l'élaboration non normalisée des exigences complique la mise en œuvre et l'utilisation de la norme e-CERT, en obligeant les pays à mettre en place des systèmes complexes pour gérer toutes les possibilités convenues de manière bilatérale avec plusieurs pays.
14. L'exemple suivant présente deux paragraphes tirés d'exigences convenues entre le Brésil et un pays tiers. Les mêmes problèmes peuvent être observés dans les 600 modèles de certificats gérés par le Brésil :

Paragraphe 1 : « *Les produits ont été obtenus, transformés, conditionnés et emballés dans des conditions hygiéniques. Ils ne contiennent aucune substance, ajoutée ou non, nocive pour la santé humaine et n'entraînent pas la propagation de maladies animales* ».

Paragraphe 2 : « *Un traitement d'inactivation du virus de la fièvre aphteuse dans les produits laitiers a été appliqué lors de la production par l'une des méthodes suivantes (rayer les mentions inutiles) :*

- I. une température minimale de 132 °C pendant au moins une seconde sous forme liquide (UHT) ;*
- II. (pH inférieur à 7,0) une température minimale de 72 °C pendant au moins 15 secondes à l'état liquide (HTST) ;*
- III. (pH supérieur ou égal à 7,0) HTST appliqué deux fois ;*
- IV. maintien d'un pH inférieur à 6 pendant au moins une heure ».*

15. Les exigences suivantes sont énoncées dans les phrases ci-dessus :

- Au paragraphe 1 :
 1. *Les produits ont été obtenus dans des conditions hygiéniques ;*
 2. *Les produits ont été traités dans des conditions hygiéniques ;*
 3. *Les produits ont été conditionnés dans des conditions hygiéniques ;*
 4. *Les produits ont été emballés dans des conditions hygiéniques ;*
 5. *Les produits ne contiennent aucune substance, ajoutée ou non, nocive pour la santé humaine ;*
 6. *Les produits n'entraînent pas la propagation de maladies animales*
- Au paragraphe 2 :
 1. *Un traitement d'inactivation du virus de la fièvre aphteuse dans les produits laitiers a été appliqué lors de la production en maintenant une température minimale de 132 °C pendant au moins une seconde sous forme liquide (UHT) ; ou*

2. *Un traitement d'inactivation du virus de la fièvre aphteuse dans les produits laitiers a été appliqué lors de la production en maintenant une température minimale de 72 °C pendant au moins 15 secondes à l'état liquide si le pH est inférieur à 7,0 (HTST) ; ou*
 3. *Un traitement d'inactivation du virus de la fièvre aphteuse dans les produits laitiers a été appliqué lors de la production en maintenant, à deux reprises, une température minimale de 72 °C pendant au moins 15 secondes à l'état liquide si le pH est supérieur à 7,0 (HTST) ; ou*
 4. *Un traitement d'inactivation du virus de la fièvre aphteuse dans les produits laitiers a été appliqué lors de la production en maintenant le pH en dessous de 6 pendant au moins une heure.*
16. S'il n'est pas facile pour un être humain d'extraire des éléments objectifs de ces informations, un ordinateur n'est pas en mesure de vérifier si toutes les exigences sont présentées, même avec des modèles d'intelligence artificielle avancés.
 17. L'approche actuelle des exigences sanitaires n'est pas conçue pour être appliquée à plus grande échelle ni pour être traitée numériquement par des ordinateurs à l'ère de la norme e-CERT. Qui plus est, une liste d'exigences objectives et harmonisées peut conduire les pays à une négociation plus efficace et normalisée pour les deux parties.
 18. La normalisation des exigences présente d'autres avantages, notamment :
 - la collecte, la comparaison et l'analyse de statistiques
 - la réduction des coûts dus à de multiples descriptions dans le cadre du commerce international
 - la facilitation de la normalisation de la documentation commerciale
 - la facilitation de la transmission et du traitement des données.
 19. L'hypothèse centrale de la présente proposition pose la question suivante : *Est-il possible de communiquer le même message que les attestations existantes en utilisant des termes moins nombreux et plus normalisés ?*
 20. Le CCFICS a accueilli favorablement la proposition, a noté que le projet était complexe et a soutenu la réalisation d'un projet pilote. Sur la base de cette recommandation, un projet pilote a été élaboré par le Brésil en collaboration avec une équipe internationale. Le projet pilote a démontré la faisabilité de l'adoption d'une approche normalisée, dont les avantages comprennent une clarté accrue, une complexité réduite et la facilitation des systèmes de traitement automatisés. Ensemble, ces améliorations permettent de renforcer l'efficacité et la fiabilité des pratiques commerciales internationales.
 21. La majorité des initiatives de normalisation reposent sur une technique appelée ontologie. L'ontologie est une façon particulière d'organiser et de désigner les informations pour faciliter leur compréhension et leur recherche.
 22. Elle peut être utilisée dans n'importe quel domaine de connaissance. Dans une bibliothèque, par exemple, l'ontologie repose sur le système de catalogage qui organise les livres par genre (mystère, science-fiction, histoire) et contient des informations sur chaque livre (auteur, titre et année de publication). Ce système contient également des informations sur l'allée, le rayon et la section où se trouve le livre. Cette organisation permet de trouver rapidement un livre, d'avoir une idée de son contenu et de savoir exactement où le trouver dans la bibliothèque.
 23. Le projet pilote a recouru à des approches théoriques et méthodologiques telles que l'ontologie, la grammaire non contextuelle, le traitement du langage naturel et la linguistique de corpus.
 24. Au total, 42 certificats sanitaires couvrant des produits laitiers ont été fournis par l'Australie, le Brésil, le Canada, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, le Mexique et les Pays-Bas en vue de leur utilisation dans le cadre du projet. Les attestations existantes ont été analysées en utilisant des techniques qualitatives et quantitatives, comme indiqué dans le rapport du projet – **RAPPORT DU PROJET PILOTE – VERSION DÉTAILLÉE**.
 25. Des outils d'intelligence artificielle ont été développés pour réduire sensiblement l'effort humain nécessaire, en particulier en ce qui concerne les tâches répétitives et fastidieuses. Il est important de souligner que ce type de travail peut également être réalisé sans recourir à l'intelligence artificielle.
 26. Les résultats ont démontré qu'en appliquant les techniques indiquées dans le rapport, il est possible de structurer les données en [Sujet, Prédicat, Objet] ou triplets. Cette approche facilite la saisie et la compréhension des relations entre les différentes entités.

27. Sur les 1 281 triplets initiaux extraits des certificats laitiers, 1 163 ont été utilisés pour l'exercice de normalisation. Ce processus a permis d'obtenir 53 sujets, 71 prédicats, 53 objets et les métadonnées correspondantes, désignés « termes normalisés » dans le cadre du projet pilote.
28. L'expression « termes normalisés » ne signifie pas que ces termes ont été approuvés ou définis par le CCFICS, le Codex Alimentarius ou tout autre organisme, département ou comité apparenté. Elle fait simplement référence aux résultats de l'étude pilote visant à évaluer la faisabilité de la normalisation des termes en vue de leur utilisation dans les exigences sanitaires. L'utilisation dans le présent document et d'autres documents connexes des « termes normalisés » fait uniquement référence au champ d'application de cette étude.
29. Les « termes normalisés » formeront ce que l'on désigne en grammaire non contextuelle comme un « sous-ensemble de la grammaire ». Ce sous-ensemble comprend des termes et des relations spécifiques qui sont essentiels pour définir les attestations.
30. En reprenant les deux paragraphes présentés ci-dessus à titre d'exemple, les attestations peuvent être réécrites à l'aide des « termes normalisés » suivants :

• **Paragraphe 1 :**

SUJET	PRÉDICAT	OBJET
PRODUIT	obtenuDans	CONDITION #type(Hygiénique)
PRODUIT	traitéDans	CONDITION #type(Hygiénique)
PROCESSUS #type(Conditionnement)	conformeÀ	CONDITION #type(Hygiénique)
PRODUIT	sans	SUBSTANCE #type(SubstancesDangereuses)
PRODUIT	sans	MALADIE #type(Animale)

• **Paragraphe 2 :**

SUJET	PRÉDICAT	OBJET
MATIÈRESPREMIÈRES #type(Lait)	soumisÀ	TRAITEMENT #type(UHT) #tempMin(132) #tempUnit(Celsius) #timeMin(1) #timeUnit(seconde) #cible (<i>inactivation du virus de la fièvre aphteuse</i>)
MATIÈRESPREMIÈRES #type(Lait) #ph(7ouMoins)	soumisÀ	TRAITEMENT #type(HTST) #tempMin(72) #tempUnit(Celsius) #timeMin(15) #timeUnit(seconde) #cible (<i>inactivation du virus de la fièvre aphteuse</i>)
MATIÈRESPREMIÈRES #type(Lait) #ph(7ouPlus)	soumisÀ	TRAITEMENT #type(HTST) #tempMin(72) #tempUnit(Celsius)

		#timeMin(15) #timeUnit(seconde) #occurrence(deux) #cible (<i>inactivation du virus de la fièvre aphteuse</i>)
MATIÈRESPREMIÈRES #type(Lait)	soumisÀ	TRAITEMENT #timeMin(1) #unitéTemps(heure) #ph(6ouMoins) #cible (<i>inactivation du virus de la fièvre aphteuse</i>)

31. Il est important de souligner que les attestations existantes et les triplets reposent sur les mêmes connaissances. La différence réside dans leur format d'échange, qui permettra une meilleure compréhension mutuelle et une validation automatisée.
32. Avec un format normalisé, si une exigence n'est pas satisfaite, l'identification et la description correspondantes ne seront pas présentées dans le document, que ce soit sur papier ou sous forme électronique. Les ordinateurs et les humains peuvent facilement vérifier les informations et les pays seront en mesure de mettre en œuvre des systèmes numériques plus complets, capables de suivre les exigences et d'en assurer la traçabilité.
33. Cette nouvelle structure peut être reliée à la classification des espèces, au système harmonisé, aux codes ISO, aux définitions EDIFACT² et à plusieurs autres normes afin de tirer parti des capacités de recoupement des données, ce qui contribuera à la sécurité aux frontières.
34. Le projet pilote a démontré les avantages considérables d'une approche normalisée. Ceux-ci comprennent une clarté accrue, une complexité réduite et la facilitation des systèmes de traitement automatisés qui, ensemble, contribuent à rendre les pratiques commerciales internationales plus efficaces et plus fiables.
35. Le projet pilote a également mis en évidence les difficultés liées à l'harmonisation des connaissances et à la définition des normes. Cependant, il a aussi fourni des indications précieuses sur la manière dont ces difficultés pourraient être systématiquement gérées grâce à des efforts de collaboration et à l'adoption de technologies innovantes.

Recommandations

36. Le Comité est invité à :
 - a) soutenir la proposition de nouveau travail sur la normalisation des exigences sanitaires présentée dans le document de projet ci-joint (**annexe I**).
 - b) créer un groupe de travail électronique (GTE) chargé d'élaborer un document d'orientation comprenant des informations et indiquant comment les pays peuvent simplifier et normaliser la formulation des exigences sanitaires dans les attestations ou les déclarations incluses dans les certificats officiels.

² Échange de données informatisé pour l'administration, le commerce et le transport-Nations Unies (EDIFACT-ONU)

DOCUMENT DE PROJET

NORMALISATION DES EXIGENCES SANITAIRES

1. Objectif de la norme proposée

L'objectif de ce travail est d'élaborer un document d'orientation qui comprendra des informations et indiquera comment les pays peuvent simplifier et normaliser la formulation des exigences sanitaires dans les attestations ou les déclarations incluses dans les certificats officiels, en s'appuyant sur des méthodes d'ontologie. Une syntaxe et une sémantique harmonisées devraient permettre de rendre la négociation d'un nouveau certificat et la mise à jour d'un certificat existant beaucoup plus objective. Elles faciliteront également la mise en œuvre de la norme e-CERT, car les vérifications numériques peuvent être automatisées et intégrées dans des processus et un langage précis est très important pour éviter toute confusion sur les objectifs à atteindre. Les orientations ne seront ni obligatoires ni spécifiques aux documents électroniques.

Les activités suivantes sont proposées :

- Évaluer et affiner les résultats du projet pilote : valider les fondements théoriques et méthodologiques et les résultats.
- Recueillir des informations : Identifier et référencer tous les documents, directives et règlements existants et pertinents relatifs à la formulation des exigences sanitaires dans des attestations ou déclarations de certificats officiels, y compris les normes ou les meilleures pratiques existantes.
- Étudier de nouvelles possibilités : comprendre comment les directives actuelles et futures du Codex peuvent intégrer une section avec une structure de type ontologique pour représenter les connaissances en matière d'orientation de manière structurée.
- Élaborer les orientations :
 - Utiliser des exemples issus du projet pilote pour présenter l'application de la méthodologie et illustrer les résultats issus de la simplification et de la normalisation.
 - Donner des conseils essentiels sur la manière d'analyser et de simplifier une attestation/déclaration existante et de créer, au besoin, une nouvelle attestation/déclaration simple, précise et claire.
 - Donner des conseils essentiels sur la création d'ontologies et de taxonomies pour organiser la présentation des exigences sanitaires dans les attestations ou les déclarations incluses dans les certificats officiels dans un système de classification hiérarchique reposant sur leurs caractéristiques, telles que le type d'exigence et le danger ou le niveau de risque associés.
 - Donner des conseils essentiels sur la mise en place et le maintien de la taxonomie et l'ontologie dans les systèmes, processus ou outils pertinents.

2. Pertinence et actualité

Les pays rencontrent des difficultés à mettre en œuvre des systèmes de certification électronique. Selon le document de l'OCDE intitulé *Electronic Sanitary Certificates for Trade in Animal Products* (2023), il n'existe à l'heure actuelle pas de schéma de certificat sanitaire international normalisé que tous les pays pourraient utiliser pour faciliter l'échange et le traitement normalisé des certificats sanitaires électroniques.

Il n'est pas difficile de créer un fichier XML pour la certification électronique à partir d'informations présentées sur papier. Le véritable défi consistera à créer des processus numériques et automatisés qui amélioreront la sécurité tout en réduisant les procédures inutiles aux frontières.

Si la transformation numérique semble être une expression à la mode, la vérité est qu'elle ne peut être réalisée qu'avec de nouveaux processus et de nouveaux outils, conçus dans une perspective numérique, en utilisant et réutilisant, s'il y a lieu et selon qu'il convient, les données des secteurs public et privé tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Telle que proposée, cette normalisation favorisera la mise en place d'un état d'esprit plus numérique entre les pays pour ce qui est des attestations ou des déclarations incluses dans les certificats sanitaires. Ceci facilitera et accélérera le passage à la certification électronique. L'absence de schéma soulignée par l'OCDE peut être au moins minimisée, voire résolue.

3. Principales questions à traiter

Les travaux envisagés visent à fournir des orientations aux pays en vue de simplifier et de normaliser les attestations et les déclarations, lorsqu'elles sont requises dans les certificats officiels. Les travaux prévus

exploiteront également les constats du projet pilote pour illustrer comment une telle simplification et normalisation pourrait aboutir à une taxonomie plus large et structurée des déclarations/attestations, ce qui faciliterait davantage l'adoption et l'utilisation de eCert.

Ces orientations comprendront des définitions, des méthodes, des outils et des processus conçus pour simplifier et harmoniser la présentation d'une manière accessible aux non-spécialistes de l'ontologie et des techniques connexes. Cette approche permettra une adoption aisée pour ceux qui ne connaissent pas ces notions. Elle guidera également les pays lors d'une transition fluide entre le scénario actuel et le scénario souhaité ; elle éliminera les ambiguïtés et établira des liens sans équivoque entre le texte en langage naturel de l'exigence et sa déclinaison selon la règle de trois.

En outre, les orientations préciseront l'emploi d'attributs pour représenter les variables d'une exigence susceptibles de varier en fonction du lieu, de la procédure ou de toute autre variation, comme une valeur fixe ou une plage de températures.

4. Évaluation au regard des critères régissant l'établissement des priorités des travaux

La proposition est conforme aux critères ci-dessous :

Critère général : La protection du consommateur contre les risques pour la santé, la sécurité sanitaire des aliments, garantissant des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires et tenant compte des besoins identifiés des pays en développement.

Le nouveau travail proposé permettra une approche plus organisée et systématisée des exigences sanitaires, qui pourra être appliquée de la production à la certification des produits végétaux et animaux. Cette structure holistique s'appuiera sur des contrôles permettant à des systèmes autonomes d'effectuer des vérifications automatisées. De meilleurs processus conduisent à de meilleurs résultats et, dans ce cas, à un produit plus sûr pour la consommation.

Critères applicables aux questions générales

a) Diversité des législations nationales et obstacles au commerce international qui semblent, ou pourraient, en résulter

L'élaboration de la norme proposée contribuerait à l'harmonisation au niveau mondial et faciliterait l'accord sur les exigences et le contrôle de leur respect par l'autorité nationale.

b) Portée des travaux et détermination des priorités dans les différents domaines d'activité

Voir la portée des travaux ci-dessus.

c) Travaux déjà entrepris dans ce domaine par d'autres organisations internationales et/ou travaux suggérés par (les) l'organisme(s) international(aux) intergouvernemental(aux) pertinent(s)

Un travail similaire a été effectué dans d'autres domaines, notamment par l'OMD et l'OMS, comme indiqué dans l'introduction ci-dessus.

d) Aptitude de la question à la normalisation

Les résultats du travail seront proposés sous la forme d'une nouvelle norme.

e) Dimension internationale du problème ou de la question

La gestion de centaines de modèles de certificats peut entraîner des erreurs ainsi que des processus et des contrôles inefficaces. Les pays ont des difficultés à mettre en œuvre des systèmes de certification électronique, principalement en raison de l'incorporation du document e-CERT dans les processus existants. La normalisation permettra de concevoir et de mettre en œuvre de nouveaux processus reposant sur la collecte et la réutilisation des données, l'interopérabilité privé-public et les stratégies de suivi et de traçabilité.

5. Pertinence par rapport aux objectifs stratégiques du Codex

La proposition de projet décrite ci-dessus se rapporte au Plan stratégique de la Commission du Codex Alimentarius pour 2020-2025 à plusieurs égards :

1. Établir des normes alimentaires internationales répondant aux problèmes actuels et émergents en matière de sécurité sanitaire des aliments et de questions de qualité : la proposition vise à normaliser la formulation des exigences sanitaires dans les attestations ou déclarations incluses dans les certificats officiels et à élaborer une norme mondiale pour les exigences sanitaires qui permette leur traitement de manière numérique, afin de renforcer les normes internationales relatives à la sécurité sanitaire des aliments et la facilitation du commerce.
2. Garantir l'application des principes de l'analyse des risques dans l'élaboration des normes du Codex : en créant un ensemble d'exigences sanitaires normalisées et se prêtant au traitement numérique, la

proposition permettrait d'améliorer l'analyse des risques et la prise de décision fondée sur des données.

3. Faciliter la participation effective de tous les membres du Codex, en particulier des pays en développement, au processus d'élaboration des normes : la normalisation proposée des exigences sanitaires simplifierait le processus pour tous les pays, et faciliterait donc la participation des pays en développement aux négociations commerciales ainsi que leur conformité aux normes internationales de sécurité sanitaire des aliments.
4. Mettre en œuvre des systèmes et des pratiques de gestion du travail efficaces et efficients : la proposition vise la création d'une norme harmonisée et sémantique pour les exigences sanitaires, ce qui conduirait à des systèmes et des pratiques de gestion du travail plus efficaces dans le contexte des certificats sanitaires et de la mise en œuvre de la norme e-CERT.
5. Renforcer la communication et promouvoir l'utilisation et la compréhension des normes du Codex et des textes connexes : en normalisant les exigences sanitaires, la proposition faciliterait la communication, la compréhension et la mise en œuvre des normes du Codex par les pays dans le cadre de leurs accords commerciaux et de leurs processus de certification.

6. Informations sur la relation entre la proposition et les documents existants du Codex

La création de la norme proposée contribuera à la réalisation des objectifs énoncés dans les documents ci-dessous.

1. Directives pour la conception, l'établissement, la délivrance et l'utilisation des certificats officiels génériques (CXG 38-2001)
2. Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires (CXG 60-2006)

7. Identification de tout besoin et disponibilité d'avis scientifiques d'experts

Des experts en taxonomie et en ontologie seront nécessaires pour établir la base requise en vue de la mise en œuvre du projet. Celui-ci vise à normaliser la représentation des connaissances existantes, sans en ajouter de nouvelles, et nécessitera une équipe pluridisciplinaire. En fonction des résultats obtenus, des conseils d'experts supplémentaires de la FAO ou de l'OMS pourront être demandés si nécessaire.

8. Identification des besoins éventuels de contributions techniques à une norme de la part d'organisations extérieures, à des fins de planification

Des consultants externes et des experts du domaine devront apporter une contribution technique afin d'obtenir les meilleurs résultats possibles.

9. Calendrier proposé pour la réalisation de ces nouveaux travaux, y compris la date de début, la date proposée pour l'adoption à l'étape 5, et la date proposée pour l'adoption par la Commission ; le délai d'élaboration ne devrait normalement pas dépasser cinq ans

Sous réserve de l'approbation de la Commission du Codex Alimentarius, les nouveaux travaux devraient en principe être achevés en deux ou trois sessions du CCFICS.